

\* \* \*

La session parlementaire du parlement fédéral et celles des législatures d'Ontario et de Québec sont ouvertes. A Ottawa le discours du Trône a été sobre. Il y est question de la conférence coloniale tenue à Londres à l'époque du couronnement, et de la question des transports. Le gouvernement annonce qu'il va instituer une commission d'experts qui devra préparer un rapport sur ce dernier sujet. La nomination d'une commission pour déterminer les frontières de l'Alaska est aussi mentionnée, ainsi que le remaniement des comtés et de la représentation. Le discours officiel énumère ensuite quelques-uns des projets de loi qui vont être présentés; ce sont entre autres des bills concernant l'institution d'une commission des chemins de fer, la modification de la loi des brevets, la loi de la milice, l'immigration chinoise, la réorganisation du ministère de la Marine et des Pêcheries, le règlement des différends entre patrons et employés de chemins de fer.

Le débat sur l'adresse a été court. Le chef de l'opposition, M. Borden, a critiqué surtout l'incertitude et l'incohérence de la politique fiscale du gouvernement. Sir Wilfrid Laurier a répondu avec beaucoup de vigueur. Ses amis ont vu dans son discours l'indice heureux d'un meilleur état de santé.

L'incident le plus intéressant depuis l'ouverture de la session a été celui des explications ministérielles. Sir Wilfrid a déclaré qu'il avait demandé à M. Tarte sa démission comme ministre des Travaux Publics, parce que ce dernier avait prêché une élévation de tarif sans l'aveu du cabinet dont il faisait partie. M. Tarte a répondu qu'il n'était pas sorti de son droit en parlant du tarif, et qu'il l'avait fait en présence du premier ministre lui-même sans que celui-ci lui eût adressé aucune observation. Il a ajouté qu'il avait de lui-même donné sa démission et que sir Wilfrid l'avait prié d'abord de n'en rien faire. Il y a une contradiction